

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 322/00

ÉFAI – 000680 – AFR 62/028/00

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

TORTURE / CRAINTES DE « DISPARITIONS »

RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU
CONGO (RDC) /
RWANDA

Karume Chisirika (« Kacho »), chargé de cours
Jean-Pierre Busingisi, propriétaire de bar
Omer Kamoso, fonctionnaire des douanes
Déogratias Mbalabala, fonctionnaire des douanes

Londres, le 23 octobre 2000

Les quatre hommes nommés ci-dessus ont été arrêtés dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) par un groupe armé d'opposition soutenu par le Rwanda. Il semble qu'ils aient été torturés et Amnesty International craint qu'ils ne soient conduits au Rwanda, où ils risquent de « disparaître ».

Ils ont été appréhendés à Bukavu le 28 septembre par le Rassemblement congolais pour la démocratie-Goma (RCD-Goma). Le groupe armé affirme que ces hommes ont été impliqués dans un attentat à la grenade perpétré sur la place du marché de Bukavu, au cours duquel jusqu'à dix personnes ont été tuées. Selon le RCD-Goma, cette attaque commise le 26 août était l'œuvre d'un des groupes armés locaux connus sous le nom de *Maï maï* (Eau eau), et les quatre hommes auraient contribué à sa préparation.

Karume Chisirika est détenu dans les locaux de la Direction provinciale de sécurité et de renseignement (DSR). D'après les informations recueillies, il a été torturé, notamment frappé à coups de barre de fer. Il a également été victime de sévices psychologiques : il a été emmené de nuit dans un cimetière et s'est vu déclarer qu'il serait tué s'il ne signait pas des « aveux ».

Jean-Pierre Busingisi est détenu dans les locaux de la Police spéciale de recherche et de surveillance (PSRS). Quant à Omer Kamoso et Déogratias Mbalabala, ils sont détenus au camp militaire de Saïo, à Bukavu, où ils auraient été, eux aussi, sauvagement maltraités.

Selon certaines sources, le RCD-Goma a menacé de transférer ces hommes dans des centres de détention militaires au Rwanda, où il serait probablement très difficile de retrouver leur trace. Des détenus ayant fait l'objet de tels transferts de la RDC vers le Rwanda ont parfois « disparu ».

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le RCD-Goma, soutenu par les autorités rwandaises, tente de renverser par les armes le gouvernement du président Laurent-Désiré Kabila. Ce groupe armé contrôle actuellement certaines parties de l'est de la RDC, dont la région de Bukavu, chef-lieu de la province du Sud-Kivu.

Bien que les responsables du RCD aient attribué la responsabilité de l'attentat à la grenade du 26 août aux *Maï maï* (Eau eau), qui luttent contre le RCD, aucun mouvement n'a revendiqué cette attaque. Nombreux sont ceux qui doutent que les membres d'un groupe armé aient pu pénétrer dans une partie de la ville aussi bien gardée et s'en échapper sans être repérés. Certaines sources locales ont affirmé que des soldats rwandais avaient commis cet attentat.

Amnesty International a recensé de nombreux cas de torture en RDC, tant dans les régions placées sous l'autorité du régime congolais que dans les zones contrôlées conjointement par les gouvernements du Burundi, du Rwanda et de l'Ouganda et les groupes armés d'opposition congolais. Les diverses autorités soit ne prennent aucune mesure contre les tortionnaires présumés, soit se livrent à des parodies d'enquêtes en vue de dissimuler les faits et de rejeter les allégations de violations des droits humains, au lieu de traduire les responsables présumés en justice.

ACTION RECOMMANDÉE : télégramme / aérogramme / fax / lettre par avion (en français, en anglais ou dans votre propre langue) :

- appelez le Rassemblement congolais pour la démocratie-Goma (RCD-Goma) et les autorités rwandaises à garantir la sécurité de ces quatre hommes pendant toute la durée de leur détention, ainsi qu'à veiller à ce qu'ils ne soient plus soumis à la torture ni à aucune autre forme de mauvais traitements et à ce qu'ils reçoivent immédiatement les soins éventuellement requis par leur état de santé ;
- insistez pour que les proches de ces hommes et leurs avocats soient tenus au courant de leur lieu de détention et autorisés à entrer régulièrement en contact avec eux ;
- cherchez à obtenir l'assurance que ces hommes ne seront pas transférés dans des centres de détention au Rwanda et qu'on ne les fera pas « disparaître », et exhortez les autorités à faire en sorte que toute personne soupçonnée de les avoir torturés soient traduite en justice ;
- demandez instamment que ces hommes soient déférés immédiatement devant un tribunal conforme aux normes internationales d'équité afin qu'il se prononce sur la légalité de leur détention, et qu'ils soient immédiatement relâchés si la privation de leur liberté ne repose sur aucun fondement juridique.

APPELS À :

Président de la République rwandaise :

Major Général Paul Kagame

Président

Présidence de la République

BP 15, Kigali

Rwanda

Télégrammes : Président, Kigali, Rwanda

Fax : + 250 84769 / 84390

Formule d'appel : Monsieur le Président de la République,

Président du RCD-Goma :

Dr Émile Ilunga

Président du Rassemblement congolais pour la démocratie - Goma (RCD-Goma)

c/o Ministère de la Défense

BP 23, Kigali

Rwanda

Fax : + 250 72431 / 76969

Formule d'appel : Monsieur le Président,

Gouverneur de la province du Sud-Kivu :

Norbert Basengezi Katintima

Gouverneur de la Province du Sud-Kivu

c/o Ministère de la Défense

BP 23, Kigali

Rwanda

Fax : + 250 72431 / 76969

Formule d'appel : Monsieur le Gouverneur,

COPIES À :

Président de la Commission nationale des droits humains du Rwanda :

Gasana Ndobu

President of the National Human Rights Commission

BP 269, Kigali

Rwanda

Fax : + 250 82702

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de la République démocratique du Congo (RDC) et du Rwanda dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 4 DÉCEMBRE 2000, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Seule la version anglaise fait foi.
La version française a été traduite et diffusée par les Éditions Francophones d'Amnesty International - EFAI -*